

# U.

**Fédération Syndicale Unitaire**  
**FSU Guadeloupe**  
**Fsu971@fsu.fr**  
**0690 333 662**

**L**a FSU constate que la situation de l'éducation, du supérieur et de la recherche s'est profondément dégradée, que les contre-réformes en cours imposées au pas de charge n'entraînent que la destruction du service public.

La mobilisation du 30 janvier 2009 a connu un succès incontestable en Guadeloupe : plus de 65 000 salariés et personnels du privé et du public, parmi lesquels de nombreux jeunes, des demandeurs d'emplois, des retraités ont manifesté, fait grève, soutenu le mouvement. L'ampleur de cette manifestation confirme leurs inquiétudes face aux injustices sociales et aux pwofitasyons. Ils exigent des réponses à une crise dont ils ne sont pas responsables. Il est urgent que l'Etat, le patronat, les employeurs, les collectivités locales et les décideurs assument leurs responsabilités, répondent aux demandes formulées par le LKP et reçoivent les organisations syndicales. Nous appelons les personnels et leurs organisations à rester mobilisés et à s'appuyer sur la force des actions qui ont débuté le 20 janvier pour obtenir dans tous les secteurs des négociations sur les revendications.

## **Résorber la précarité**

Contrats aidés, assistants d'éducation, vacataires, contractuels, « Emplois Vie Scolaire » (EVS) .... Les personnels précaires sont déjà trop nombreux proportionnellement dans le système éducatif et dans le supérieur. Or, le non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux et la suppression massive de postes aux concours accentue la pression sur les équipes et les individus alors qu'un service public d'éducation et de recherche nécessite des emplois et des personnels stables et qualifiés.

## **Pour une autre réforme de l'Enseignement professionnel**

La FSU s'oppose à la généralisation du bac pro en 3 ans. Elle dénonce sa mise en place brutale dès la rentrée 2009 sans aucun respect des parcours de formation des jeunes. Cette réforme risque de laisser des milliers de jeunes sans possibilité de poursuite d'études en baccalauréat professionnel. La FSU demande le maintien des formations BEP en deux ans, véritable investissement éducatif pour la poursuite d'études supérieures. La FSU s'oppose aussi aux suppressions de postes qui seraient la conséquence de l'application de cette réforme et qui entraîneraient des impossibilités de fonctionnement des lycées professionnels, mettant en péril l'avenir des élèves les plus fragiles.

## **Pour une autre réforme du lycée**

Le recul du ministre sur son projet de réforme des voies générales et technologiques du lycée doit être l'occasion de changer de politique éducative pour le second degré.

Nous voulons un lycée diversifié et ouvert à toutes les dimensions de la culture, qui accueille plus de jeunes, les amène à une qualification reconnue au niveau IV (baccalauréat) et les prépare à des poursuites d'études. L'égalité des chances doit être la priorité pour la Guadeloupe afin que les moyens structurels et humains puissent ouvrir de réelles perspectives aux jeunes de l'archipel.

## **Pour un dialogue social approfondi**

Restaurer un véritable dialogue social pour prévenir les conflits et favoriser l'exercice des droits syndicaux. L'attitude de certains chefs d'établissement confondant autorité et autoritarisme est pointée du doigt par plusieurs rapports. Le recteur doit contribuer à l'instauration de relations sereines entre les personnels et leur hiérarchie, condition essentielle à la cohésion de la communauté éducative. Nous souhaitons que davantage de crédit soit apporté à la parole des personnels, qu'ils puissent bénéficier du droit au contradictoire afin que ce ne soit pas seulement la parole de la hiérarchie qui compte.

## **Formation des enseignants : dans la précipitation**

Parce qu'il s'agit d'un enjeu essentiel pour l'avenir, nous voulons une élévation du niveau de formation et de qualification des enseignants, mais la réforme de la formation des maîtres et des

concours, imposée par les ministères de l'Education et de l'Enseignement Supérieur dans des délais intenable, pose de nombreux problèmes soulignés par l'ensemble des acteurs et formateurs de tous statuts, comme par les instances universitaires. La FSU exige l'ouverture de discussions sur tous les points problématiques de la réforme ; elle demande le report des nouveaux concours à la session 2011 et des mesures transitoires pour la maîtrise, une large réflexion pour obtenir une formation réellement professionnalisante, et une augmentation significative des recrutements en 2009 qui bénéficierait aux jeunes Antillo-Guyanais

## **Enseignement supérieur et Recherche**

Les personnels des universités et des organismes de recherche sont en colère : grève administrative, pétitions, tribunes dans la presse .... Outre un décret revenant sur le statut des enseignants chercheurs qui vise à individualiser et alourdir leurs charges de travail, la mise en place de primes à la tête du client pour tous, les personnels doivent faire face à la réforme de la formation des enseignants, à l'adaptation de la recherche aux besoins immédiats par le démantèlement des organismes de recherche (CNRS) ainsi qu'à la mise en cause des formations professionnelles (IUT, IUFM, ...) et à l'impossibilité d'assurer de meilleures conditions de réussite en licence.... Tout ceci va de pair avec des restrictions budgétaires aux établissements, et des suppressions d'emplois liées à la mise en œuvre de la loi LRU.

## **Lutte contre la violence et la démobilisation des élèves**

L'instauration d'un climat général propice à l'épanouissement personnel de l'élève tant dans son cadre scolaire qu'extra scolaire passe par la prise en compte de ses besoins en terme de santé ou d'accompagnement social, et par un encadrement satisfaisant par du personnel de vie scolaire en nombre suffisant.

## ***Nous exigeons***

- **une politique ambitieuse** qui permette la réussite de tous, qui assure l'égalité de traitement de tous les élèves en Guadeloupe, qui dote tous les élèves d'une culture commune leur permettant de s'affirmer comme citoyens, qui donne les moyens d'aider les élèves dès que les difficultés apparaissent
- l'annulation des suppressions d'emplois programmées pour 2009
- la réouverture des CAPES internes actuellement fermés depuis plusieurs années
- le maintien du nombre de TZR à 10% des effectifs en établissement afin de réellement pouvoir organiser le service du remplacement
- l'abandon de la généralisation des bacs pros en 3 ans et le maintien des BEP
- une autre réforme du lycée favorisant l'égalité des chances
- le recrutement équipes pluriprofessionnelles complètes (infirmiers, conseillers d'orientation, assistants sociaux, médecins scolaires) dans tous les établissements
- un moratoire d'un an sur la réforme des concours de recrutement des enseignants
- des plans de titularisation et de formation pour résorber la précarité (contrats aidés, contractuels)
- un plan d'urgence pour le bâti scolaire et universitaire
- une programmation pluriannuelle de construction de collèges dotés d'installations sportives intra-muros fonctionnelles
- la suppression de la majoration de 15% sur le prix du livre
- le rattrapage de notre pouvoir d'achat par l'augmentation du point d'indice
- une formation de qualité qui passe par la construction de structures adaptées
- un programme de défense de l'environnement et de développement durable, de prévention de la pollution et de l'empoisonnement (chloredecone et autres pesticides)